

CHERIF RAHMANI

Ministre algérien de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme

Je vous remercie. Je voudrais saluer le royaume du Maroc, son roi et son peuple pour l'hospitalité coutumière de ce grand pays.

On a dit dans cette salle qu'on ne parlait pas beaucoup de l'Afrique ; je voudrais apporter la voix de l'Afrique en tant que président du groupe Afrique pour l'environnement et le climat.

L'Afrique a décidé de parler d'une seule voix à Copenhague. Cette voix que nous allons porter ensemble par le biais du premier ministre éthiopien à Copenhague.

La crise que nous vivons et que nous allons encore vivre est en fait l'emboîtement de plusieurs crises à la fois. Elle a été également révélatrice d'une crise économique et financière. Elle a été également révélatrice d'une crise écologique, d'une crise du vivant et de la vie. Les ressorts, les sous-jacents, les éléments fondamentaux et porteurs de cette crise me semblent, en simplifiant, être résumés par un seul élément. Je pense que l'homme a abusé de son droit de tirage et qu'il a poussé les limites, les limites en termes d'endettement sur des régions mais également sur les générations futures ; des limites également dans l'utilisation des ressources rares, difficilement renouvelables de la nature en poussant jusqu'à leur limite ces ressources et quasiment en oubliant qu'il y a une finitude et qu'il y a des limites et un respect à cette nature.

Je pense que nous avons atteint un niveau où la sécurité de l'espèce humaine se trouve aujourd'hui menacée. C'est le problème de ce que l'on appelle la sécurité élargie qui pose aujourd'hui un problème fondamental à l'espèce humaine dans son existence et dans sa finitude.

Il reste que face à tout cela, il y a bien entendu des éléments qui vont aggraver cette crise dans le futur : c'est 8 à 9 milliards d'habitants, c'est la propension d'un certain nombre de pays lourds émergents qui vont consommer plus de matières premières, plus de ressources. De l'autre côté, nous avons également des opportunités, c'est la nouvelle vague des technologies, des nanotechnologies, des biotechnologies mais également les technologies de l'information et la communication qui donneront en plus des technologies vertes une opportunité importante à l'humanité de surfer sur le développement et de pouvoir s'appesantir sur un moteur fort qui est fondé sur une nouvelle technologie.

Face à cet équilibre instable, il est indispensable d'avoir une gouvernance écologique importante, donc une architecture souple et adaptée pour tenir compte d'une réalité mouvante, d'une réalité mobile, d'une réalité qui ne sera jamais fixe, mais qu'il faut totalement adapter, parce que nous sommes convaincus qu'une gouvernance, une bonne gouvernance est toujours un suffrage, toujours recommencer. C'est important, c'est une quête, c'est un équilibre instable, il faut toujours rechercher cet équilibre en avançant vers une meilleure gouvernance.

Cette nouvelle architecture, de mon point de vue, doit prendre en charge ses enjeux importants, six problématiques sous-tendent cette nouvelle architecture.

Tout le monde, à quelques exceptions près, est d'accord sur un constat qui nous semble être important, l'Afrique n'a pas adopté une posture morale culpabilisante en direction des pays développés par les pays

en voie de développement et notamment l'Afrique, mais je crois être dans une posture de négociation constructive de responsabilité. Je pense que c'est important de le dire.

1 - La vision

Le deuxième élément qui me semble également poser problème, c'est effectivement la vision. L'Afrique pour la préservation de son Home a une vision commune, cohérente dans ce monde multipolaire. Là, il faut tenir compte des positions des uns et des autres, se mettre à la place des autres dans le cadre d'une empathie, comme le disait un expert marocain dans cette salle, et aller vers le dénominateur commun qui nous permette, sur des objectifs communs, d'avoir une position commune. Sur ce plan-là, je pense que l'Afrique fait le bon choix.

2 - La réparation

Le troisième élément qui me semble poser problème, c'est celui de la réparation de ce que l'homme a défait. Il nous appartient mais il est de la responsabilité des pays développés de remettre les fils à l'endroit, corriger ce qui a été défait par un siècle d'industrialisation. C'est à ce niveau que les choses n'avancent pas, que les choses sont les plus difficiles. Comme disait Hubert Védrine hier, si on est d'accord sur le convenu, on n'est pas d'accord sur ce qui doit être fait.

Il y a plusieurs positions sur la question de l'environnement et plus particulièrement sur la question du climat. Il y a l'Europe et le Japon qui ont une position avancée, volontariste et importante. Il y a l'Amérique et d'autres pays qui ont pris un certain retard et qu'il faut absolument aider à dépasser ce retard pour pouvoir avoir une position constructive dans la dynamique, dans la question du climat et de l'environnement. Il y a les pays émergents dans leur diversité. Ils ont un droit au développement durable. Ce droit, il faut le leur donner mais, là aussi, il faudrait que leurs actions nationales soient soutenues pour pouvoir les amener dans cette dynamique. Puis, il y a bien entendu ce que l'on appelle les 77 avec une diversité importante, les pays pétroliers, les îles, les pays les moins avancés à qui il ne faudrait pas demander un effort préjudiciable à leur développement, parce qu'ils ne sont pas historiquement responsables de la situation que nous vivons actuellement.

Nous sommes dans une dynamique de stratégie, nous sommes dans une dynamique de négociation. Même si les cartes ne sont pas toutes sur la table de négociations, mais nous pensons qu'il est essentiel aujourd'hui d'aider à Copenhague, et au-delà de Copenhague, à l'émergence d'une sorte de dynamique importante pour pouvoir préparer demain et le futur.

3 – l'Adaptation

La troisième question qui me semble aujourd'hui importante, c'est la question de « Comment nous préparer à un monde qui va subir de plein fouet ces questions de changements climatiques ? ». L'agriculture avec les problèmes d'équilibre alimentaire ; l'eau avec le problème du stress hydrique ; l'énergie avec le problème de déficit énergétique et puis les risques qui sont liés aux phénomènes extrêmes qui posent aujourd'hui des problèmes insolubles pour les pays les moins avancés.

Dans ce cadre, il est essentiel de donner à l'humanité, de donner aux populations une sorte de résilience, une sorte de réserve, une sorte de défense pour leur permettre de s'adapter fondamentalement au futur et aux aléas du futur dans ce monde « décarboné ».

Il est aujourd'hui essentiel d'aider notamment l'Afrique, d'aider les pays en voie de développement d'avoir un certain nombre de techniques et de technologies leur permettant, dans l'eau, dans l'agriculture, dans l'énergie, dans les risques majeurs, de pouvoir s'adapter aux aléas et au choc climatique. C'est donc une

opportunité. Nous pensons que l'Afrique peut prendre un raccourci fort en utilisant les *green technology* pour pouvoir aller directement au développement durable.

4 - L'appui financier et le soutien technologique

La quatrième question qui me semble importante, c'est la question du financement. Il ne s'agit pas de construire une architecture finie, complexe de financement, il y a lieu d'adapter et d'améliorer l'existant. Créer une architecture financière demande du temps, alors qu'il faut régler l'urgent, c'est pour cela qu'il faut améliorer l'existant et aller vers un *mix policy*, qui combine le multilatéral - même s'il y a des réserves de la part d'un certain nombre de pays développés - et le bilatéral qui, pour certains, est important, sans oublier le marché carbone. Mais en attendant, il faut rétablir la confiance et assurer l'action bilatérale, cadre que l'Union européenne a décidé de proposer avec un *fast start* pour le financement d'un certain nombre de projets importants, majeurs pour autonomiser, dans le domaine de l'énergie, l'Afrique.

Nous avons identifié un package de projets importants que nous allons présenter ensemble à Copenhague qui permettent, sur le solaire, sur l'hydraulique, notamment dans le bassin du Congo et les régions du centre de l'Afrique, d'aller vers une sorte d'autonomisation des pays de l'Afrique en termes d'énergie, aller vers ce qu'on appelle *A new green deal for Africa*. Voilà en ce qui concerne cette quatrième question.

5 – La veille et l'évaluation

La cinquième question, c'est la question de l'évaluation. Il s'agit de mettre en place une politique d'observation et de veille pour pouvoir limiter les risques extrêmes d'inondation, de sécheresse, sans omettre d'évaluer les concrétisations suivre la trajectoire de ceux qui consomment beaucoup de carbone et émettent beaucoup de carbone pour pouvoir réaliser une sorte de surveillance nous permettant, par des voies, par l'observation, par la veille, par la vigie, de pouvoir suivre ces trajectoires et les réajuster.

6 – Articulation entre le global et le local

Sixième question, c'est la question de la connexion entre le global et le local. Il est essentiel que les questions de climat, les questions d'environnement ne sont pas uniquement des questions d'Etat. J'ai assisté il y a de cela quelques jours avec Schwarzenegger à Los Angeles, à une réunion avec de nombreux gouverneurs. Nous pensons qu'il faudrait que la voix du local, la voix du territorial, parce que c'est elle qui assure la proximité dans l'action avec l'homme, avec le citoyen, avec les acteurs, avec les entreprises notamment. Il est essentiel aujourd'hui d'intégrer dans cette négociation et cette dynamique ceux qui sont les plus proches de la réalité et des questions qui sont posées à l'humanité, à l'homme et au citoyen.

Même s'il faut jeter les fondements d'une nouvelle politique à Copenhague et donner un élan à Copenhague, Copenhague n'est pas une fin. Copenhague ne peut être qu'un commencement. Le chemin va être extrêmement long, nous sommes devant 2 stratégies, une stratégie passive fondée sur le déni responsabilité et le déni de réalité et une stratégie active qui me semble être importante. C'est le choix que l'Afrique a fait pour être un pôle de négociation important. Absent à Kyoto, timide à Bali, l'Afrique sera présente fondamentalement demain à Copenhague pour que l'Afrique soit, comme l'a dit Gide, la terre des hommes, des insoumis qui apporteront une contribution très forte et pour aider surtout l'humanité à suivre sa pente naturelle et surtout l'aider à remonter sa pente.